

Après les annonces de Macron : La seule issue, c'est le recrutement massif et immédiat de personnels !

Le président Macron a annoncé la fermeture des écoles pour trois semaines, une semaine où les cours seraient assurés à distance et deux semaines de vacances au cours desquelles les trois zones seront fusionnées. Le calendrier scolaire est bouleversé au détriment de l'organisation des personnels et des familles. Quant aux collèges et aux lycées, ils seront fermés pendant un mois.

Comment en est-on arrivé là ? Comment comprendre qu'un an après l'épidémie l'on se retrouve dans une telle situation ?

Depuis un an, le gouvernement n'a non seulement pas créé de lits d'hôpitaux, mais il a continué à en fermer, en dépit de la poursuite de l'épidémie. Depuis un an, le gouvernement a démontré son incurie dans la gestion de la crise sanitaire et son incapacité à protéger les salariés et plus largement la population : au scandale des masques a succédé celui des tests puis celui des vaccins.

Dans les écoles, malgré l'épidémie, c'est la même politique d'austérité qui s'applique. Les opérations de carte scolaire ont été marquées par un cortège inédit de fermetures de classes qui ont entraîné nombre de mobilisations mêlant personnels, parents d'élèves et élus locaux. Les écoles sont exsangues et parfois placées dans des situations chaotiques faute de remplaçants.

Dans ce contexte, le ministre Blanquer, qui a rendu des centaines de milliers d'€ dans son budget 2020, pouvait décider de recruter en tant que fonctionnaires tous les candidats aux concours inscrits sur les listes complémentaires. Il pouvait décider de réabonder celles-ci. Il pouvait décider d'annuler les fermetures de classes. Il ne l'a pas fait.

Sa seule réponse à la pagaille généralisée dans les écoles a été de tenter d'avoir recours à des enseignants contractuels en CDD, qu'il a d'ailleurs eu bien du mal à recruter étant donné la nature des contrats et des rémunérations.

Aujourd'hui, le président Macron et son ministre Blanquer entendent à nouveau généraliser le télé-enseignement, qu'ont déjà subi les personnels et les élèves au printemps dernier, télé-enseignement qui ne repose sur aucun texte réglementaire et ne peut être effectué que sur la base du volontariat.

Et ce ne sont pas les remerciements du président Macron que les personnels attendent, mais une annonce immédiate digne des 183 € indiciaires nets mensuels qu'ont obtenu les hospitaliers. A la place, les personnels ont droit au Grenelle de Blanquer qui outre son cortège de contre-réformes, n'accorde qu'une pseudo-revalorisation indigente à 30% des enseignants et aucun centime de plus aux AESH.

Cette semaine, dans plusieurs départements (Ain, Seine-Saint-Denis, Val de Marne...) plusieurs mobilisations regroupant personnels et parents d'élèves ont lieu pour exiger que tous les enseignants absents soient remplacés, pour refuser les fermetures de classes, pour le recrutement immédiat de personnels, pour défendre l'Ecole Publique... Ils ont raison !

Dans la Creuse, quatre semaines de manifestations rassemblant enseignants, parents et élus locaux ont abouti à un premier recul du ministre obligé de concéder une dotation supplémentaire.

Les écoles étant toujours ouvertes la semaine prochaine, le SNUDI-FO appelle les personnels à se réunir, y compris avec les parents d'élèves, afin de faire valoir toutes les revendications !

Le SNUDI-FO appelle les personnels à participer aux rassemblements prévus le 8 avril à l'appel de l'intersyndicale FNEC FP-FO, FSU, CGT Educ'action, SUD Education, SNALC, SNCL-FAEN pour un vrai statut et un vrai salaire pour les AESH, l'abandon des PIAL et le recrutement d'AESH à hauteur des besoins.

Montreuil, le 1er avril 2021